



Pour célébrer le 50ème anniversaire du prix Nobel de Littérature d'Albert CAMUS

Chroniques algériennes 2/7

Pour célébrer le cinquantième anniversaire du Prix Nobel de littérature attribué à Albert Camus, nous publions d'abord deux analyses d'Œuvres relativement peu connues, mais attachantes et proches de l'autobiographie :

- **Chroniques algériennes** rappelle que ce fils charnel de l'Algérie songea aussi à des solutions politiques originales, en dehors des deux options extrêmes que furent "l'Algérie française" et "l'Algérie algérienne".

- **Le premier homme**, publication posthume et tardive (34 ans après sa mort) est le manuscrit inachevé et non retravaillé de son dernier roman. Autobiographie à peine déguisée, qui nous éclaire aussi sur les drames du siècle.

Nous publierons, ensuite, d'autres études des principales œuvres de Camus.

Alsaciens, les grands-parents de Camus ont opté pour la France en 1871 et quitté leur terre d'Alsace pour l'Algérie. Son père, mobilisé en 1914, a été tué à la bataille de la Marne. Camus vécut une enfance très pauvre, dans le quartier de Belcourt à Alger, mais cette pauvreté ne fut pas sans joie : « *La pauvreté m'a été fastueuse* », écrit-il, car « *le soleil et la mer ne coûtent rien.* »

Ce passé de Camus ne donne pas tous les droits à l'homme de gauche qu'il fut, journaliste à *Alger-Républicain* et à *Combat*. Il fait comprendre cependant pourquoi ses jugements et ses propositions concernant l'Algérie, et consignés dans *Chroniques algériennes*, sont en quelque sorte atypiques, et leçons pour aujourd'hui.

Même si l'on peut lui reprocher son attrait idéaliste pour les "belles âmes", il est trop charnellement fils de l'Algérie pour jouer les intellectuels qui, dans le confort de leur bureau, écrivent des articles meurtriers. Sa double perspective, morale et politique, il l'illustre dans

son avant-propos : « Je ne m'intéresse plus qu'aux actions qui peuvent, ici et maintenant, épargner du sang inutile, et aux solutions qui préservent l'avenir d'une terre dont le malheur pèse trop sur moi pour que je puisse songer à en parler pour la galerie ».

Cette attitude n'exclut pas les solutions politiques : « Si l'on veut que l'Algérie se sépare de la France, les deux périront d'une certaine manière. Si, au contraire, en Algérie, le peuple français et le peuple arabe unissent leurs différences, l'avenir aura un sens pour les Français, les Arabes et le monde entier ». Et, plus précisément : « Une Algérie constituée par des peuples fédérés, et reliée à la France, me paraît préférable, sans comparaison possible au regard de la simple justice, à une Algérie reliée à un empire d'Islam qui ne réaliserait à l'intention des peuples arabes qu'une addition de misères et de souffrances et qui arracherait le peuple français d'Algérie à sa patrie naturelle ».

L'originalité de Camus est d'exclure les deux options diamétralement opposées que sont

l'Algérie française et l'Algérie indépendante. « L'Algérie c'est la France » aurait pour corollaire l'intégration. L'intégration, qui fut d'abord la politique de gauche proposée en 1936 par le projet Blum-Violette, combattue par Maurras, et rejetée par les Français d'Algérie, s'inscrivait dans la perspective jacobine de la "République une et indivisible" ; l'islam inassimilable et la poussée démographique des populations musulmanes en faisaient un défi qu'il eût été dangereux de relever.

À l'autre extrême, l'Algérie indépendante. « L'indépendance nationale est une formule purement passionnelle. Il n'y a jamais eu encore de nation algérienne. Les Juifs, les Turcs, les Grecs, les Italiens, les Berbères, auraient autant de droit à réclamer la direction de cette nation virtuelle. Actuellement, les Arabes ne forment pas à eux seuls toute l'Algérie. L'importance et l'ancienneté du peuplement français, en particulier, suffisent à créer un problème qui ne peut se comparer à rien dans l'histoire. Les Français d'Algérie sont, eux aussi, et au sens fort du terme, des indigènes. Il faut ajouter qu'une Algérie purement arabe ne pourrait accéder à l'indépendance économique sans laquelle l'indépendance politique n'est qu'un leurre. »

L'enjeu n'était pas national. L'enjeu était le double risque d'un empire musulman et d'une Russie qui, selon les vœux de Lénine, voulait contourner l'Europe par l'Afrique. « Les Arabes peuvent se réclamer de leur appartenance non à une nation, mais à une sorte d'empire musulman, spirituel ou temporel. Spirituellement, cet empire existe, son ciment et sa doctrine étant l'Islam. Mais il existe aussi un empire chrétien, au moins aussi important, qu'il n'est pas question de faire rentrer comme tel dans l'histoire temporelle... Il faut considérer la revendication de l'indépendance nationale algérienne en partie comme une des manifestations de ce nouvel impérialisme arabe, dont l'Égypte, présumant de ses forces, prétend prendre la tête, et que, pour le moment, la Russie utilise à des fins de stratégie anti-occidentale... La stratégie russe qu'on peut lire sur toutes les cartes du globe consiste à réclamer le statu quo en Europe, c'est-à-dire la reconnais-

sance de son propre statut colonial et à mettre en mouvement le Moyen-Orient et l'Afrique pour encercler l'Europe par le sud. »

Camus attendait à la fois du gouvernement français qu'il libérât l'Algérie du système colonial et qu'il ne cédât rien sur les droits des Français d'Algérie.

L'Algérie dont il rêvait s'articulait autour des propositions de Marc Lauriol, professeur de Droit à Alger : une fédération non pas sur le modèle de la Suisse composée de populations différentes, mais une association sans fusion de populations différentes imbriquées sur le même territoire, respectant les particularismes et associant les deux populations à la gestion de leur intérêt commun.

Cette association n'aurait pas pour principe, souveraine injustice, d'égaliser ce qui est inégal : « Contrairement à tous nos usages, contrairement surtout aux préjugés solides hérités de la Révolution française, nous aurions consacré au sein de la république deux catégories de citoyens égales, mais distinctes. De ce point de vue, il s'agit d'une sorte de révolution contre le régime de centralisation et d'individualisme abstrait, issu de 1789, et qui, à tant d'égards, mérite à son tour le titre d'Ancien Régime... Il ne s'agit de rien moins que de la naissance d'une structure fédérale française qui réalisera le véritable Commonwealth français. »

Les *Chroniques algériennes* de Camus ont très vite sombré dans l'oubli. "Homme de gauche", il était rejeté sans examen par la droite. Mais la gauche, qui l'avait excommunié depuis "L'homme révolté", ne pouvait reconnaître un des siens dans un homme qui refusait de plier la réalité à ses rêves, rejetait les principes révolutionnaires, qu'ils fussent ceux des jacobins ou des bolchéviks russes. À nous, en faisant voler en éclats les étiquettes obsolètes de droite et de gauche, de le récupérer, c'est-à-dire de recouvrer en lui notre bien, ou plutôt cette part de vérité qui n'appartient ni aux uns, ni aux autres.

Danièle Masson
agrégée de l'Université